

Balkans, ce titre sonne assez mal, d'emblée. C'est qu'ils ont toujours mauvaise presse, sale image, ces Balkans. Cantonnés depuis des années aux portes de l'Union européenne, ils seraient une zone d'instabilité, de désordre et de mauvaise gouvernance, soumise aux influences contradictoires des grandes puissances, ravagée par des haines recuites, bref, l'éternelle poudrière de l'Europe, un baril de poudre n'attendant que le grattement d'une allumette pour s'embraser de nouveau.

Cette image noire des Balkans ne s'est imposée dans l'imaginaire occidental qu'au XIX^e siècle, quand les pays de la région se dégageaient peu à peu de la tutelle ottomane, mais sombraient aussitôt dans de nouveaux conflits provoqués par l'enchevêtrement des langues, des religions et des peuples. Tous les États émergents se voulaient « nationaux », et c'est de dire qu'une communauté formait le « peuple » éponyme de l'État qui plongeait ceux qui ne parlaient pas la langue ou ne pratiquaient pas la religion devenues majoritaires en situation de « minorités nationales », appelées à s'en aller, à s'assimiler ou à nourrir d'incoercibles aspirations irrédentistes.

L'Occident, alors occupé à conquérir le reste du monde, observait avec condescendance ces nouveaux pays : les Balkans n'ont pas été colonisés par l'Occident, mais sommés de l'imiter, ce qu'ils ont fait souvent bien maladroitement. Les habitants d'Europe du Sud-Est n'étaient pas des « sauvages » à civiliser, mais les habitants d'un Occident bancroche et inachevé à rééduquer. Seule l'Autriche-Hongrie utilisa le discours « civilisateur » à propos de la Bosnie-Herzégovine, qu'elle occupa à partir de 1878 puis annexa en 1908.

Les concepts de « Balkans » ou de « balkanisation » se sont révélés solubles dans le communisme, puisque leur usage avait reflué quand

brillait le prestige mondial de la Yougoslavie socialiste et non-alignée du maréchal Tito, mais le « naturel » serait revenu au galop avec les guerres des années 1990... En effet, jamais le discours opposant les « deux visages » de l'Europe n'a été si fort qu'à la fin du siècle dernier. Face à une « bonne » Europe, occidentale et centrale, soldant les comptes de son passé, dépassant ses traumatismes et s'engageant dans le chemin de l'intégration, il semblait bien y avoir son envers maléfique et balkanique, plombé par ses conflits irrésolus que le communisme aurait seulement gelés.

Avec le début du nouveau millénaire, l'optimisme prévalut pourtant de nouveau : la région allait s'engager, certes avec retard, sur la double voie de l'intégration européenne et de la « transition » vers la démocratie libérale et l'économie de marché. Agences, institutions et organisations internationales dépêchèrent leurs meilleurs experts, emplis d'enthousiasme et de bonne volonté, pour aider à « l'eupéanisation des Balkans » — le processus était difficile mais son issue aussi inéluctable que la mue d'un serpent ou le passage d'un enfant à l'âge adulte. L'Union européenne a inventé le concept de « Balkans occidentaux », un concept en peau de chagrin désignant les États candidats, qu'ils étaient appelés à quitter au fur et à mesure de leur intégration : notre périple nous fera passer en Slovénie, membre de l'Union depuis 2004, puis en Croatie, qui l'est depuis 2013, mais pour les autres pays de la région, le processus s'est bloqué.

Vingt ans plus tard, le bilan est bien faible. Les recettes néolibérales de la « transition » économique n'ont guère permis que l'enrichissement des rares détenteurs de capitaux, le plus souvent des profiteurs de guerre des années quatre-vingt-dix, toujours liés aux pouvoirs politiques. Ces réformes ont généré un chômage structurel de masse qui ne s'est résorbé qu'avec l'exode de plus en plus massif des travailleurs de la région. La région ne « tient » qu'avec les transferts de fonds des diasporas, tandis que les mirobolants taux de croissance claironnés par les gouvernements sont le décor Potemkine de pays en train de se vider de leurs forces vives.

Les élites politiques sont formellement devenues « pro-européennes », mais sans rien abandonner de leurs pratiques autoritaires, corrompues et clientélistes du pouvoir. Les références européennes ne sont que des éléments de langage qui sonnent bien aux oreilles des diplomates occidentaux. Ils ne sont pas dupes mais les dirigeants corrompus des Balkans leur garantissent ce qui seul compte à leurs yeux, la « stabilité » de la région.

L'illusion « d'eupéaniser les Balkans » a été rangée au magasin des accessoires, tandis que l'Europe et le monde, sous nos yeux, se « balkanisent » à grande vitesse. Le grand écrivain croate Miroslav Krleža l'avait

écrit, avec prémonition, dès 1938, dans son *Banquet en Blithuanie* : «L'humanité se gorillise de jour en jour davantage, et cette glorieuse Europe, au lieu d'eupéaniser la Blithuanie, se blithuanise elle-même de plus en plus...».

De fait, cette «stabilité» minimale des Balkans, définie comme la simple absence de guerre, est plus que jamais souhaitée à l'heure où les conflits se généralisent dans le monde. Dès 2015, alors que la guerre faisait rage en Syrie, une nouvelle mission a été dévolue aux États de la région, celle de garder les frontières extérieures, le limes, de la riche Europe, tandis qu'un million d'exilés s'engageaient dans la «route des Balkans». Celle-ci demeure la principale voie d'accès à l'Union européenne pour les exilés d'Afrique, d'Asie, du Proche et du Moyen-Orient, loin devant celle de la Méditerranée centrale.

Avec l'invasion russe de l'Ukraine, en février 2022, les craintes se sont encore accrues de voir Moscou rallumer des «fronts de diversion» en Europe du Sud-Est. De ce fait, on essaie de solder à toute force et au plus vite les dossiers les plus brûlants, à commencer par celui du Kosovo, croyant que même un accord bâclé et injuste pourra «tenir». Faute d'une véritable vision d'avenir pour la région, ce rafistolage risque plutôt de paver la voie à de nouveaux déchirements.

La perspective de l'intégration européenne n'est plus qu'une figure de style pour discours de comices agricoles, et l'hypothèse d'une nouvelle «Europe à plusieurs vitesses» risque bien de confirmer la marginalité de la région. Pendant ce temps, la Chine projette ses routes de la soie, tandis que la Turquie essaie de se tailler le meilleur morceau possible du gâteau.

L'Europe se «balkanise-t-elle»? Les Balkans sont plutôt un miroir grossissant qui renvoie à notre continent l'image de ses échecs, de ses manques. Mais il est temps de commencer le voyage, en partant de Vienne la «Yougo», l'ancienne capitale habsbourgeoise où se croisent toutes les diasporas balkaniques, pour filer vers la Slovénie et la Croatie, puis Belgrade et Skopje. Notre route sillonnera ensuite le Kosovo, le Sandjak de Novi Pazar et le Monténégro, redescendra jusqu'à Tirana, la capitale de l'Albanie, avant de remonter la côte adriatique jusqu'à Mostar, la capitale de l'Herzégovine, puis enfin Bihać, cette pointe nord-ouest de la Bosnie. C'est là que convergent toujours les exilés d'Asie, d'Afrique, du Proche et du Moyen-Orient qui tentent de rejoindre l'Union européenne, précisément là, où durant plusieurs siècles, se firent face les confins militaires des deux Empires, l'habsbourgeois et l'ottoman. Aujourd'hui, c'est pour beaucoup un cul-de-sac, mais ces Balkans dont on veut faire une frontière, un limes, sont en fait toujours un espace de passages, de rencontres, de transitions.